



Presse

Lu pour vous



Jeudi 2 février 2025

Frédéric Pinchon

Trois députés de la France insoumise demandent au préfet du Nord de dissoudre la BAC de Lille. Un service de la police nationale au bilan pourtant significatif pour lutter contre la délinquance.

La France insoumise lance les hostilités à la brigade anticriminalité (BAC) de Lille. Les députés LFI du Nord, Aurélien Le Coq, Ugo Bernalicis et David Guiraud, ont adressé une lettre ouverte au préfet le 31 janvier pour réclamer la dissolution de la BAC de Lille. Les parlementaires d'extrême gauche l'accusent d'avoir « exercé une répression disproportionnée lors d'une manifestation spontanée en juillet 2024 », en réaction aux résultats du second tour des élections législatives, marqué par une forte tension politique.

Dans sa lettre, Aurélien Le Coq dénonce « des violences policières commises par des agents de la BAC de Lille » et affirme que plusieurs participants ont été victimes « d'une intervention excessive et injustifiée ». Un détail interpelle : les agents de la BAC auraient porté des casques sans numéro d'immatriculation visible. Selon le député Le Coq, « cela entrave toute possibilité de recours ou de contrôle citoyen ».

Un militant blessé

Lors de cette manifestation non déclarée, un militant de La France insoumise aurait été blessé. Selon la lettre du député LFI au préfet, « il y a eu une incapacité temporaire totale de trente jours. Cela témoigne de la gravité des blessures infligées ». Aurélien Le Coq estime que ces actes constituent une violation de l'article 222-12 du code pénal : « La loi réprime les violences ayant entraîné une ITT de plus de huit jours. La justice prévoit des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende ». Une enquête a été ouverte par le parquet de Lille et les policiers auditionnés. L'enquête a toutefois été classée sans suite par le procureur de la République. Mais pour les députés d'extrême gauche, « la violence policière ne peut pas rester impunie (...) La BAC de Lille a perdu toute légitimité ».

Les parlementaires ont joint plusieurs témoignages de participants à la manifestation. Marie, 28 ans, enseignante à Roubaix, dit : « Ce jour-là, tout a basculé vite. La manifestation était pacifique. Soudain, la BAC est arrivée en force, sans sommation. Ils ont commencé à frapper les gens avec des matraques et à lancer des gaz lacrymogènes. Je n'ai pas vu de numéro sur leur casque. J'ai eu peur ». Même son de cloche pour Karim, 34 ans, ouvrier à Scelin : « Je me souviens de la panique générale. Les policiers chargeaient. J'ai essayé d'aider une femme qui était au sol, mais un agent m'a frappé à l'épaule. C'est honteux ! ».

Alternative Police CFDT offusqué

De quoi faire réagir les policiers. Benjamin Camboulives, 40 ans, porte-parole en France d'Alternative Police CFDT, répond : « La BAC souffre parfois d'une mauvaise réputation, mais sa mission est difficile. C'est surtout le cas lors d'une manifestation non déclarée et qui dégénère, comme celle de LFI en 2024 ». D'autant que les participants ne se seraient pas montrés très coopératifs. « Ils ont refusé de quitter la manifestation non déclarée. Les collègues font preuve de courage. Force doit rester à la loi », a-t-il défendu auprès de Valeurs actuelles. Et d'ajouter : « S'il y avait eu des débordements policiers, ils auraient été réprimés ».

Le syndicaliste s'interroge : « Est-ce qu'Aurélien Le Coq demande la suppression pure et simple de la BAC de Lille ou une épuration de son effectif policier ? ». Contacté, le parlementaire n'a pas répondu à nos sollicitations. Dans un tract de deux pages, diffusé le 4 février, Alternative Police CFDT « demande plus de respect de la part des députés LFI ». On lit encore en première page : « Notre syndicat s'offusque des propos tenus contre les collègues de la BAC de Lille (...) Ils sont mis hors de cause par la justice lilloise ». Benjamin Camboulives conclut : « La BAC n'intervient que dans le cadre des manifestations non déclarées. Ses policiers ne sont pas préparés ni équipés comme des CRS. Ils interviennent dans l'urgence, lorsqu'il y a davantage de risques de heurts ».

93 policiers à la BAC lilloise

Rendons à César ce qui lui appartient. Créée en 1999, dans un contexte de montée de l'insécurité et de la délinquance urbaine, la Brigade anti-criminalité de Lille a fait face à la hausse des incivilités et des cambriolages. Le Nord était classé deuxième département le plus violent de France en 2020. Aujourd'hui, 5 200 policiers servent au sein de 250 BAC en France. Parmi elles, l'unité lilloise s'est illustrée par des interventions spectaculaires. En 2005, elle avait démantelé un réseau de trafic de stupéfiants dans le quartier de Fives. Une dizaine d'individus avait été interpellée et plusieurs kilos de drogue saisis. Ces actions ont renforcé sa réputation d'efficacité.

Aujourd'hui, la BAC de Lille ne chôme pas. Interrogé, un commissaire de nuit, sous couvert d'anonymat, communique son dernier bilan : « En 2024, les 93 policiers de la BAC de Lille ont procédé à 2 200 interpellations. 90 kilos de stupéfiants ont été saisis. Il y a eu 110 interpellations pour violences conjugales et 125 pour vols avec effraction ». On apprend encore que « la BAC lilloise a arrêté 110 malfaiteurs soupçonnés de vols. Quarante enquêtes pour viols et agressions sexuelles ont abouti ». La demande de dissolution de la BAC de Lille risquerait d'affaiblir la lutte contre la criminalité. Le préfet du Nord n'a pas encore répondu à la lettre ouverte du député.